



THE UNIVERSITY *of* EDINBURGH

Edinburgh Research Explorer

Commentaire du projet d'ordonnance du Ministère français de la justice

Citation for published version:

Descheemaeker, E 2015 'Commentaire du projet d'ordonnance du Ministère français de la justice: I - Les sources d'obligations' University of Edinburgh, School of Law, Working Papers.
<http://www2.law.ed.ac.uk/file_download/publications/2_285_commentaireduprojetdordonnanceduministre.pdf>

Link:

[Link to publication record in Edinburgh Research Explorer](#)

Document Version:

Publisher's PDF, also known as Version of record

Publisher Rights Statement:

© Descheemaeker, E. (2015). Commentaire du projet d'ordonnance du Ministère français de la justice: I - Les sources d'obligations. University of Edinburgh, School of Law, Working Papers.

General rights

Copyright for the publications made accessible via the Edinburgh Research Explorer is retained by the author(s) and / or other copyright owners and it is a condition of accessing these publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

Take down policy

The University of Edinburgh has made every reasonable effort to ensure that Edinburgh Research Explorer content complies with UK legislation. If you believe that the public display of this file breaches copyright please contact openaccess@ed.ac.uk providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



LA CLASSIFICATION DES SOURCES D'OBLIGATIONS

La réduction de cinq à trois du nombre des sources d'obligations dans le projet d'ordonnance est, pour l'essentiel, bienvenue. Toutefois certains ajustements sont à opérer et, surtout, il est essentiel de se défaire définitivement de la notion inepte de quasi-contrat.

Projet d'ordonnance

« Titre III

« Des sources d'obligations

« Sous-Titre I

« Le contrat

« Sous-Titre II

« La responsabilité extracontractuelle

« Sous-Titre III

« Des autres sources d'obligations

« Art. 1300. – Les quasi-contrats sont des faits purement volontaires dont il résulte un engagement de celui qui en profite sans y avoir droit, et parfois un engagement de leur auteur envers autrui.

« Les quasi-contrats régis par le présent sous-titre sont la gestion d'affaire, le paiement de l'indu et l'enrichissement injustifié. »

I. Analyse

Dans sa version actuelle, le Code civil français reconnaît cinq sources d'obligations : contrats, quasi-contrats, délits, quasi-délits et la loi. La *summa divisio* est entre contrats et obligations non conventionnelles, ces dernières étant divisées entre obligations médiate et immédiates.

Ces deux distinctions sont sans utilité et le Projet a raison de s'en défaire. De même, la suppression de la catégorie des obligations *ex lege*, remplacée par la mention du caractère non-exhaustif des dispositions du Code, est la bienvenue.

Quatre remarques critiques en revanche :

1. Premièrement, et surtout, la catégorie quasi-contractuelle est une catégorie corrompue dans sa nature même et il ne serait pas à l'honneur du droit français d'être le dernier système juridique d'importance à la conserver (pour une analyse de fond, voir E. Descheemaeker, « Quasi-contrats et enrichissement injustifié en droit français », *RTD civ*, 2013, pp. 6-9). Il n'y a aucun intérêt à en faire mention dans le Projet dans la mesure où aucune conséquence ne découle de cette caractérisation.

2. Deuxièmement, même si l'abolition de la distinction entre délits et quasi-délits est à saluer, le terme « responsabilité extracontractuelle » appliqué au Sous-Titre II nous paraît insatisfaisant pour deux raisons :

a) d'une part il est défini négativement (« extra ») et non positivement, d'une manière qui suggère que ce Sous-Titre est exhaustif de la responsabilité hors du contrat, ce qui est inexact comme le montre par exemple l'existence d'un Sous-Titre III qui suit immédiatement.

b) d'autre part il adopte la perspective de la responsabilité (c.-à-d. des conséquences de la violation de l'obligation primaire) et non de la source de cette obligation, contrairement aux Sous-Titres I et III, ce qui est illogique. Pour adopter une perspective uniforme, le mieux serait d'utiliser le terme « actes illicites civils », comme le fait par exemple le Code civil allemand.

3. Troisièmement, et de manière mineure, il n'est guère logique d'employer le singulier pour le Sous-Titre I et le pluriel pour les autres sources d'obligations.

4. Quatrièmement, il serait préférable pour des raisons d'harmonie de conserver la forme latine « de + ablatif » utilisée dans le reste du Code.

II. Proposition alternative

Nous proposons donc la rédaction suivante (pour les différences terminologiques concernant l'intitulé de ces « autres sources », merci de se reporter à leurs notes respectives) :

<p>« Titre III « Des sources d'obligations</p> <p>« Sous-Titre I « Des contrats</p> <p>« Sous-Titre II « Des actes illicites civils</p> <p>« Sous-Titre III « Des autres sources d'obligations</p> <p>« Art 1300. – Les sources d'obligations autres que les contrats ou les actes illicites civils régies par le présent sous-titre sont la gestion d'affaire, la réception de l'indu et l'enrichissement injustifié. »</p>
--